

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging,
belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waalse Parlement 1661 (2023-2024) Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 april 2024.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/203498]

25 AVRIL 2024. — Décret modifiant le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé en ce qui concerne l'accueil, l'hébergement et l'accompagnement des personnes en difficulté sociale (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. Dans la Partie 2, Livre I^{er}, du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'intitulé du Titre II est remplacé par ce qui suit : " Maisons d'accueil, maisons de vie communautaire et abris de nuit ".

Art. 3. A l'article 66 du même Code, modifié par le décret du 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) aux 1^o, 2^o, 3^o, 5^o et 9^o, les mots " personnes en difficultés sociales " sont remplacés par les mots " personnes en difficulté sociale ";

b) le 4^o est remplacé par ce qui suit :

" 4^o post-hébergement : toute démarche qui vise l'installation ou le maintien dans un logement ou, à défaut, dans un lieu de vie adapté, des personnes préalablement hébergées en maison d'accueil, le temps nécessaire; "

c) le 6^o est abrogé;

d) au 7^o, les mots ", une autorisation provisoire de fonctionnement " sont abrogés;

e) le 8^o est remplacé par ce qui suit :

" 8^o équipements collectifs : une cuisine, une salle à manger ou un salon commun constituant, pour les hébergés qui le souhaitent, un lieu de rencontre et de convivialité et un lieu permettant l'organisation d'entretiens individuels. Pour les maisons d'accueil bénéficiant de plusieurs sites d'hébergement, un des bâtiments en gestion bénéficie au moins d'un équipement collectif, accessible pour les hébergés des autres sites d'hébergement; "

Art. 4. A l'article 67 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots " personnes en difficultés sociales " sont remplacés par les mots " personnes en difficulté sociale ";

2^o les mots " ainsi qu'un accompagnement adapté afin de les soutenir dans l'acquisition ou la récupération de leur autonomie. " sont remplacés par les mots " un accompagnement pluridisciplinaire adapté, afin de les soutenir dans l'acquisition ou la récupération de leur autonomie, ainsi qu'un suivi post-hébergement. "

Art. 5. A l'article 68 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les mots " personnes en difficultés sociales " sont remplacés par les mots " personnes en difficulté sociale ";

2^o les mots " ainsi qu'un accompagnement adapté " sont remplacés par les mots " ainsi qu'un accompagnement pluridisciplinaire adapté ".

Art. 6. L'article 69 du même Code, modifié par le décret du 28 avril 2016, est remplacé par ce qui suit :

" Art. 69. Sous réserve des exceptions prévues à l'article 104, les abris de nuit ont pour mission d'assurer inconditionnellement, aux personnes en difficulté sociale dépourvues de logement, un hébergement collectif d'urgence pour la nuit. Ils ont pour mission de tisser, par l'accueil et l'hébergement en urgence, un lien avec le public en vue d'enclencher un processus de réinsertion. Ils informent et orientent, dans la mesure du possible, les personnes vers les services pouvant répondre à leurs difficultés.

L'hébergement visé à l'alinéa 1^{er} peut être assuré par des structures agréées dans le cadre du présent Titre, par le biais d'une convention. "

Art. 7. L'article 70 du même Code est abrogé.

Art. 8. L'article 71 du même Code, modifié par le décret du 20 février 2014, est remplacé par ce qui suit : " Art. 71. Les maisons d'accueil et les maisons de vie communautaire ne peuvent pas être exploitées sans un agrément délivré par le Gouvernement.

Les abris de nuit ne peuvent pas être exploités sans un agrément ou un accord de principe délivré par le Gouvernement. "

Art. 9. A l'article 72 du même Code, modifié par le décret du 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) dans la phrase liminaire, les mots " les maisons de vie communautaire, les abris de nuit et les maisons d'hébergement de type familial " sont remplacés par les mots " les maisons de vie communautaire et les abris de nuit ";

b) au 2°, les mots " personnes en difficultés sociales " sont remplacés par les mots " personnes en difficulté sociale ";

c) il est ajouté un 4° rédigé comme suit :

" 4° sans préjudice des dispositions qui régissent les sociétés et associations, ne pas comporter dans l'organe d'administration :

a) des personnes appartenant à la même famille, conjoint, cohabitants légaux et parents ou alliés jusqu'au deuxième degré inclusivement, en nombre supérieur, pour chaque famille, au tiers du nombre total des membres composant l'organe d'administration;

b) des personnes faisant partie du personnel au tiers du nombre total des membres composant l'organe d'administration, le directeur devant toutefois pouvoir assister, avec voix consultative, à toutes les réunions de l'organe d'administration relatives à l'organisation de l'institution, sauf sur des points à l'ordre du jour où il existe un conflit d'intérêt. "

Art. 10. A l'article 73 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots " personnes en difficultés sociales " sont remplacés par les mots " personnes en difficulté sociale ";

b) il est inséré un 5°/1 rédigé comme suit :

" 5°/1 organiser des collaborations avec les services relevant du secteur du logement dans l'optique de faciliter la sortie de la maison d'accueil vers un logement adapté et de garantir une insertion durable dans celui-ci; "

Art. 11. A l'article 74 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 2°, les mots " personnes en difficultés sociales " sont remplacés par les mots " personnes en difficulté sociale ";

b) l'article est complété par un 9° rédigé comme suit :

" 9° ne pas imposer aux hébergés la participation à des activités économiques organisées directement par elles-mêmes. "

Art. 12. A l'article 75 du même Code, modifié par le décret du 28 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 3° est abrogé;

b) au 4° et au 7°, les mots " personnes en difficultés sociales " sont remplacés par les mots " personnes en difficulté sociale ";

c) il est inséré un 6°/1 rédigé comme suit :

" 6°/1 disposer de conventions avec un ou plusieurs accueils de jour dans l'optique de coordonner leurs actions dans le but de maintenir la continuité de la prise en charge du public cible; "

Art. 13. L'article 76 du même Code est abrogé.

Art. 14. A l'article 77 du même Code, modifié par le décret du 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

a) aux 3° et 4°, les mots " et 76, 5° " sont abrogés;

b) aux 3° et 4°, le mot " et " est inséré entre les mots " aux articles 73, 6° " et le mot " 74, 6° ";

c) il est ajouté un deuxième alinéa rédigé comme suit :

" Le projet d'accompagnement collectif et le projet d'hébergement collectif :

1° différencient toute autre activité éventuelle organisée sur le même lieu;

2° précisent la spécificité de l'accompagnement et de l'hébergement proposés aux femmes ou aux hommes;

3° renseignent les modalités d'accessibilité aux personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie;

4° comprennent un volet dédié à la gestion des risques en cas de survenance d'événements imprévisibles afin d'anticiper leurs conséquences et ainsi préserver le bien-être et la santé des hébergés;

5° renseignent les modalités d'accessibilité aux animaux de compagnie. "

Art. 15. Dans l'article 78, alinéa 1^{er}, du même Code, les mots " les maisons d'accueil, les maisons de vie communautaire et les maisons d'hébergement de type familial " sont remplacés par les mots " les maisons d'accueil et les maisons de vie communautaire ".

Art. 16. Dans l'article 80 du même Code, modifié par le décret du 20 février 2014, les mots " d'une maison de vie communautaire, d'un abri de nuit ou d'une maison d'hébergement de type familial " sont remplacés par les mots " d'une maison de vie communautaire ou d'un abri de nuit ".

Art. 17. L'article 83 du même Code est abrogé.

Art. 18. A l'article 84 du même Code, modifié par le décret du 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " et 83, 7°, " sont abrogés;

2° le mot " et " est inséré entre les mots " aux articles 81, 7° " et le mot " 82, 6° ";

3° les mots " et 83, 6° " sont abrogés;

4° le mot " et " est inséré entre les mots " aux articles 81, 6° " et le mot " 82, 5° ".

Art. 19. A l'article 85 du même Code, modifié par le décret du 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots " personnes en difficultés sociales " sont remplacés par " personnes en difficulté sociale ";

b) les mots " de la maison de vie communautaire, de l'abri de nuit et de la maison d'hébergement de type familial " sont remplacés par les mots " de la maison de vie communautaire et de l'abri de nuit ";

2° dans l'alinéa 3, les mots " la maison de vie communautaire, l'abri de nuit ou la maison d'hébergement de type familial " sont remplacés par les mots " la maison de vie communautaire ou l'abri de nuit ".

Art. 20. A l'article 86, alinéa 2, du même Code, les mots " personnes en difficultés sociales " sont remplacés par les mots " personnes en difficulté sociale ".

Art. 21. Dans la Partie 2, Livre I^{er}, Titre II, chapitre II, du même Code, l'intitulé de la section 3 est remplacé par ce qui suit : " Accords de principe ".

Art. 22. A l'article 87 du même Code, les modifications suivantes sont apportées : 1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots " la procédure d'octroi et de prolongation de l'autorisation provisoire de fonctionnement, ainsi que " sont abrogés; 2° dans l'alinéa 2, les mots " de l'autorisation provisoire de fonctionnement et " sont abrogés.

Art. 23. Dans la Partie 2, Livre I^{er}, Titre II, chapitre II, section 3, du même Code, la sous-section 2 " Autorisations provisoires ", comprenant l'article 88, est abrogée.

Art. 24. Dans l'article 89, du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 28 avril 2016, les mots " personnes en difficultés sociales " sont chaque fois remplacés par les mots " personnes en difficulté sociale ".

Art. 25. A l'article 90 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit : " L'accord de principe peut être suspendu, réduit ou retiré pour cause d'inobservation des dispositions du présent Titre ou des dispositions prises en vertu de celui-ci. ";

2° dans l'alinéa 2, les mots " personnes en difficultés sociales " sont remplacés par les mots " personnes en difficulté sociale ".

Art. 26. A l'article 91 du même Code, les modifications suivantes sont apportées : 1° les mots " et 83, 7° " sont abrogés; 2° le mot " et " est inséré entre les mots " aux articles 81, 7° " et le mot " 82, 6° ".

Art. 27. Dans la Partie 2, Livre I^{er}, Titre II, chapitre III, du même Code, l'intitulé de la section 2 est remplacé par ce qui suit : " Dispositions spécifiques aux maisons d'accueil et maisons de vie communautaire ".

Art. 28. Dans l'article 92 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° les mots " de la maison d'accueil, de la maison de vie communautaire ou de la maison d'hébergement de type familial " sont remplacés par les mots " de la maison d'accueil ou de la maison de vie communautaire ";

2° le mot " semaine " est remplacé par le mot " mois ".

Art. 29. A l'article 93 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa 2 est complété par les mots " dont, pour la maison d'accueil, le suivi post-hébergement, à savoir les données, relatives à l'hébergé ou aux membres de sa famille, suivantes :

1° leurs coordonnées complètes;

2° leur situation financière;

3° les litiges dont ils font l'objet;

4° les démarches sociales;

5° le projet d'accompagnement individuel;

6° la convention d'hébergement;

7° le rapport social;

8° l'accord de l'hébergé sur le suivi post-hébergement. ";

b) il est inséré un quatrième et un cinquième alinéas rédigés comme suit :

" Le responsable du traitement des données à caractère personnel contenues dans le dossier visé à l'alinéa 2 est la maison d'accueil ou la maison de vie communautaire agréée dans le cadre du présent Titre. Elle prend toutes les mesures utiles afin de respecter la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

Les données obtenues par le responsable du traitement sont conservées pendant au moins dix ans après le départ de l'hébergé. ".

Art. 30. A l'article 98 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par les mots " au plus tard ";

2° dans l'alinéa 2, les mots " vers une maison de vie communautaire et/ " sont abrogés;

3° l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

" Le suivi post-hébergement doit être envisagé avec la personne hébergée si celle-ci le souhaite et être intégré au dossier tel que stipulé dans l'article 93, au même titre que le rapport social. ".

Art. 31. Dans l'article 99, § 1^{er}, phrase liminaire, du même Code, les mots " en difficulté sociale " sont insérés entre les mots " toute personne " et les mots " qui en fait la demande ".

Art. 32. Dans l'article 101 du même Code, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots " et en vue d'une progression dans l'acquisition d'une autonomie, de façon à soutenir une sortie de l'institution. ".

Art. 33. Dans la Partie 2, Livre I^{er}, Titre II, chapitre III, du même Code, la section 6 " Dispositions spécifiques aux maisons d'habitation de type familial ", comprenant l'article 103, est abrogée.

Art. 34. Dans l'article 104, § 1^{er}, du même Code, les mots " en difficulté sociale " sont insérés entre les mots " toute personne " et " qui en fait la demande ".

Art. 35. A l'article 105 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o dans l'alinéa 2, 2^o, les mots " procès-verbaux de constatation d'infractions qui font foi jusqu'à preuve du contraire " sont remplacés par le mot " rapports ";

2^o dans l'alinéa 3, le mot " vises " est remplacé par le mot " visés ".

Art. 36. Dans l'article 107 du même Code, les mots " une maison de vie communautaire, un abri de nuit ou une maison d'hébergement de type familial offrant une capacité d'hébergement supérieure à trois lits " sont remplacés par les mots " une maison de vie communautaire ou un abri de nuit ".

Art. 37. A l'article 108 du même Code, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, les mots " d'une maison de vie communautaire, d'un abri de nuit ou d'une maison d'hébergement de type familial dont la capacité d'hébergement est supérieure à trois lits " sont remplacés par les mots " d'une maison de vie communautaire ou d'un abri de nuit ";

2^o dans le paragraphe 2, les mots " des maisons de vie communautaire, abris de nuit ou maisons d'hébergement de type familial dont la capacité d'hébergement est supérieure à trois lits " sont remplacés par les mots " des maisons de vie communautaire et abris de nuit ".

Art. 38. Dans l'article 109, alinéa 3, du même Code, les mots " personnes en difficultés sociales " sont remplacés par les mots " personnes en difficulté sociale ".

Art. 39. Dans la Partie 2, Livre I^{er}, Titre II, chapitre IV, section 2, du même Code, l'intitulé de la sous-section 1^e est remplacé par ce qui suit : " Maisons d'accueil et maisons de vie communautaire ".

Art. 40. Dans l'article 112 du même Code, modifié par le décret du 20 février 2014, les mots " une maison d'accueil, une maison de vie communautaire ou une maison d'hébergement de type familial offrant une capacité d'hébergement supérieure à trois lits " sont remplacés par les mots " une maison d'accueil ou une maison de vie communautaire ".

Art. 41. Dans l'article 114 du même Code, modifié par le décret du 28 avril 2016, les mots " personnes en difficultés sociales " sont chaque fois remplacés par les mots " personnes en difficulté sociale ".

Art. 42. A l'article 115 du même Code, modifié en dernier lieu par le décret du 28 avril 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1^o le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

" Le Gouvernement répartit proportionnellement, selon les modalités qu'il détermine, les subventions visées à l'alinéa 1^{er} si les crédits budgétaires disponibles sont insuffisants pour couvrir la totalité des dépenses de personnel. ";

2^o le paragraphe 2, alinéa 2, 1^o, est complété par un c) rédigé comme suit :

" c) l'accueil des femmes victimes de violences conjugales; ".

Art. 43. A l'article 117 du même Code, modifié par le décret du 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au paragraphe 1^{er}, 1^o, les mots " aînés de plus de soixante ans " sont remplacés par les mots " personnes ayant atteint l'âge légal de la pension ";

2^o au paragraphe 1^{er}, 2^o, 2^e phrase, les mots " deux cent septante-cinq " sont remplacés par les mots " trois cent soixante ";

3^o au paragraphe 2, 1^e phrase, les mots " deux cent septante-cinq " sont remplacés par les mots " trois cent soixante ";

4^o au paragraphe 2, 3^e phrase, les mots " deux cent septante-cinq " sont remplacés par les mots " trois cent soixante ".

Art. 44. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2025. Le Gouvernement peut fixer une date d'entrée en vigueur antérieure à celle mentionnée à l'alinéa 1^{er}.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Donné à Namur, le 25 avril 2024.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

Le Vice-Président et Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

La Vice-Présidente et Ministre de l'Emploi, de la Formation, de la Santé, de l'Action sociale et de l'Économie sociale, de l'Égalité des chances et des Droits des femmes,
Ch. MORREALE

La Ministre de la Fonction publique, de l'Informatique, de la Simplification administrative, en charge des allocations familiales, du Tourisme, du Patrimoine et de la Sécurité routière,
V. DE BUE

Le Ministre du Logement, des Pouvoirs locaux et de la Ville,
Ch. COLLIGNON

Le Ministre du Budget et des Finances, des Aéroports et des Infrastructures sportives,

A. DOLIMONT

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,

C. TELLIER

—————
Note

(1) Session 2023-2024.

Documents du Parlement wallon, 1695 (2023-2024) N^{os} 1 à 3.

Compte rendu intégral, séance plénière du 24 avril 2024.

Discussion.

Vote.

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/203498]

25 APRIL 2024. — Decreet tot wijziging van het Waalse Wetboek van Sociale actie en Gezondheid wat betreft de opvang, huisvesting en begeleiding van personen in sociale moeilijkheden (1)

Het Waalse Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

Artikel 1. Dit decreet regelt een in artikel 128 van de Grondwet bedoelde aangelegenheid, overeenkomstig artikel 138 ervan.

Art. 2. In Deel 2, Boek I, van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid, wordt het opschrift van Hoofdstuk II vervangen als volgt: "Opvangtehuizen, gemeenschapshuizen of nachtsielen".

Art. 3. In artikel 66 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 1^o, 2^o, 3^o, 5^o en 9^o van de Franse versie, worden de woorden "personnes en difficultés sociales" vervangen door de woorden "personnes en difficulté sociale";

b) punt 4^o wordt vervangen als volgt:

"4^o post-huisvesting: elke actie die erop gericht is personen die voordien in een opvangtehuis gehuisvest waren, te helpen zich te vestigen in of te blijven wonen in een woning of, bij gebrek daaraan, een geschikte plaats om te wonen, en dit zo lang als nodig is;";

c) punt 6^o wordt opgeheven;

d) in 7^o worden de woorden ", een voorlopige werkingsvergunning" opgeheven;

e) punt 8^o wordt vervangen als volgt:

"8^o collectieve uitrustingen: een keuken, een gemeenschappelijke woonkamer of salon die voor de ondergebrachte personen die dat wensen, een plaats van ontmoeting en samenwoning vormen en een plaats voor de organisatie van individuele gesprekken. In opvangtehuizen met meerdere verblijfslocaties, beschikt ten minste één van de gebouwen onder beheer over een collectieve uitrusting die toegankelijk is voor de ondergebrachte personen van de andere verblijfslocaties;";

Art. 4. In artikel 67 van de Franse versie van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "personnes en difficultés sociales" worden vervangen door de woorden "personnes en difficulté sociale";

2^o de woorden "evenals in een aangepaste begeleiding te voorzien ten aanzien van de in sociale moeilijkheden verkerende personen, om ze te helpen bij het verwerven of opnieuw verwerven van hun zelfstandigheid." worden vervangen door de woorden "evenals in een multidisciplinaire aangepaste begeleiding te voorzien ten aanzien van de in sociale moeilijkheden verkerende personen, om ze te helpen bij het verwerven of opnieuw verwerven van hun zelfstandigheid, alsook een opvolging na het onderbrengen.".

Art. 5. In artikel 68 van de Franse versie van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden "personnes en difficultés sociales" worden vervangen door de woorden "personnes en difficulté sociale";

2^o de woorden "evenals een aangepaste begeleiding" worden vervangen door de woorden "evenals een multidisciplinaire aangepaste begeleiding".

Art. 6. Artikel 69 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, wordt vervangen als volgt:

"Art. 69. Onder voorbehoud van de uitzonderingen bedoeld in artikel 104, hebben de nachtsielen als doel de in sociale moeilijkheden verkerende personen die geen woning hebben, in geval van dringende hulp onvoorwaardelijk een collectief nachtelijk onderkomen te verschaffen. Hun taak is een band op te bouwen met het publiek door de opvang en noodhuisvesting met het oog op het initiëren van een proces van herinschakeling. Waar mogelijk geven ze informatie en verwijzen ze mensen door naar diensten die hen kunnen helpen met hun problemen.

De in het eerste lid 1 bedoelde huisvesting kan door middel van een overeenkomst worden gerealiseerd door middel van krachtens deze Titel erkende installaties. ”.

Art. 7. Artikel 70 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 8. Artikel 71 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, wordt vervangen als volgt: “Art. 71. Opvangtehuizen en gemeenschapshuizen kunnen niet uitgebaat worden zonder een door de Regering verleende erkenning.

Nachtasielen kunnen niet worden uitgebaat zonder een door de Regering verleende erkenning of beginselakkoord.”.

Art. 9. In artikel 72 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in de inleidende zin worden de woorden “de gemeenschapshuizen, de nachtasielen en de opvangtehuizen van het gezinstype” vervangen door de woorden “de gemeenschapshuizen en de nachtasielen”;

b) in 2° van de Franse versie, worden de woorden “personnes en difficultés sociales” vervangen door de woorden “personnes en difficulté sociale”;

c) er wordt een punt 4° ingevoegd, luidend als volgt:

“4° onverminderd de voorschriften die de vennootschappen en verenigingen regelen, mag het bestuursorgaan niet samengesteld zijn:

a) uit personen van hetzelfde gezin, echtgenoten, wettelijke samenwonenden en bloed- of aanverwanten tot en met de tweede graad, waarvan het aantal voor elk gezin hoger is dan een derde van het totaal aantal leden van het bestuursorgaan;

b) uit personeelsleden die een derde vertegenwoordigen van het totale aantal leden van het bestuursorgaan, met dien verstande dat de directeur met raadgevende stem moet kunnen deelnemen aan alle vergaderingen van het bestuursorgaan die betrekking hebben op de organisatie van de instelling, behalve op agendapunten waarbij sprake is van een belangenconflict. ”.

Art. 10. In artikel 73 van de Franse versie van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° van de Franse versie, worden de woorden “personnes en difficultés sociales” vervangen door de woorden “personnes en difficulté sociale”;

b) er wordt een 5°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“5°/1 samenwerkingen organiseren met diensten uit de huisvestingssector met het oog op het vergemakkelijken van de uitstroom uit het opvangtehuis naar een aangepaste woning en het garanderen van een duurzame integratie daarin.”.

Art. 11. In artikel 74 van de Franse versie van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 2° van de Franse versie, worden de woorden “personnes en difficultés sociales” vervangen door de woorden “personnes en difficulté sociale”;

b) het artikel wordt aangevuld met een punt 9°, luidend als volgt:

“9° de ondergebrachte personen niet verplichten om deel te nemen aan de bedrijfsactiviteiten die zij zelf rechtstreeks organiseren. ”.

Art. 12. In artikel 75 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) 3° wordt opgeheven;

b) in 4° en 7° van de Franse versie, worden de woorden “personnes en difficultés sociales” vervangen door de woorden “personnes en difficulté sociale”;

c) er wordt een punt 6°/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“6°/1 over samenwerkingsovereenkomsten beschikken met één of meer dagcentra met het oog op de coördinatie van hun acties om de continuïteit van de zorg voor de doelgroep te handhaven.”.

Art. 13. Artikel 76 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 14. In artikel 77 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) in 3° en 4°, worden de woorden “en 76, 5°” opgeheven;

b) in de punten 3° en 4°, wordt het woord “en” ingevoegd tussen de woorden “73,6°” en het woord “74,6°”;

c) er wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt:

“ Collectief begeleidingsproject en collectief huisvestingsproject:

1° onderscheiden elke andere eventuele activiteit die op dezelfde locatie wordt georganiseerd;

2° bepalen de specifieke aard van de begeleiding en huisvesting voor vrouwen of mannen;

3° geven informatie over de voorwaarden van de toegankelijkheid voor personen met een handicap of verlies van autonomie;

4° omvatten een onderdeel gewijd aan het risicobeheer bij het optreden van onvoorziene gebeurtenissen om te anticiperen op de gevolgen ervan en zo het welzijn en de gezondheid van de ondergebrachte personen te beschermen;

5° geven informatie over de voorwaarden voor de toegankelijkheid van huisdieren. ”.

Art. 15. In artikel 78, eerste lid, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden “de opvangtehuizen, de gemeenschapshuizen en de opvangtehuizen van het gezinstype” vervangen door de woorden “de opvangtehuizen en de gemeenschapshuizen”.

Art. 16. In artikel 80 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, worden de woorden “een gemeenschapshuis, een nachtasiel of een opvangtehuis van het gezinstype” vervangen door de woorden “een gemeenschapshuis of een nachtasiel”.

Art. 17. Artikel 83 van hetzelfde Wetboek wordt opgeheven.

Art. 18. In artikel 84 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “en 83, 7°” worden opgeheven;

2° het woord “en” wordt ingevoegd tussen de woorden “in de artikelen 81,7°” en het woord “82,6°”;

3° de woorden “en 83, 6°” worden opgeheven;

4° het woord “en” wordt ingevoegd tussen de woorden “in de artikelen 81,6°” en het woord “82,5°”.

Art. 19. In artikel 85 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht: 1° in het tweede lid van de Franse versie, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) de woorden “personnes en difficultés sociales” worden vervangen door de woorden “personnes en difficulté sociale”;

b) de woorden “een gemeenschapshuis, een nachtasiel en een opvangtehuis van het gezinstype” worden vervangen door de woorden “een gemeenschapshuis en een nachtasiel”;

c) in het derde lid, worden de woorden “het gemeenschapshuis, het nachtasiel of het opvangtehuis van het gezinstype” vervangen door de woorden “het gemeenschapshuis en het nachtasiel”.

Art. 20. In artikel 86, tweede lid, van de Franse versie van hetzelfde Wetboek, worden de woorden “personnes et difficultés sociales” vervangen door de woorden “personnes et difficulté sociale”.

Art. 21. In Deel 2, Boek I, Titel II, van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van afdeling 3 vervangen door wat volgt: “Beginselakkoorden”.

Art. 22. In artikel 87 van de Franse versie van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid, worden de woorden “de procedure voor de toekenning en de verlenging van de voorlopige werkingsvergunning, evenals” opgeheven;

2° in het tweede lid, worden de woorden “van de voorlopige werkingsvergunning en” opgeheven.

Art. 23. In Deel 2, Boek I, Titel II, hoofdstuk II, afdeling 3, van hetzelfde Wetboek, wordt onderafdeling 2 “Autorisations provisoires”, die artikel 88 omvat, opgeheven.

Art. 24. In artikel 89v, van de Franse versie van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, worden de woorden “personnes et difficultés sociales” telkens vervangen door de woorden “personnes et difficulté sociale”.

Art. 25. In artikel 90 van de Franse versie van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° het eerste lid wordt vervangen door wat volgt: “Het beginselakkoord kan opgeschort, beperkt of ingetrokken worden wegens niet-naleving van de bepalingen van deze Titel of van de bepalingen genomen krachtens deze Titel.

2° in het tweede lid van de Franse versie, worden de woorden “personnes et difficultés sociales” vervangen door de woorden “personnes et difficulté sociale”.

Art. 26. In artikel 91 van de Franse versie van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° de woorden “en 83, 7°” worden opgeheven;

2° het woord “en” wordt ingevoegd tussen de woorden “in de artikelen 81,7°” en het woord “82,6°”.

Art. 27. In Deel 2, Boek I, Titel II, hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van afdeling 2 vervangen door wat volgt: “Bepalingen eigen aan de opvangtehuizen en de gemeenschapshuizen”.

Art. 28. In artikel 92 van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

b) de woorden “het opvangtehuis, het gemeenschapshuis of het opvangtehuis van het gezinstype” worden vervangen door de woorden “het opvangtehuis of het gemeenschapshuis”;

2° het woord “week” wordt vervangen door het woord “maand”.

Art. 29. In artikel 93 van de Franse versie van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) het tweede lid wordt aangevuld met de woorden “met inbegrip van, voor het opvangtehuis, de opvolging na de huisvesting, namelijk de volgende gegevens met betrekking tot de ondergebrachte persoon of zijn gezinsleden:

1° hun volledige contactgegevens;

- 2° hun financiële situatie;
- 3° de geschillen waaraan zij onderworpen zijn;
- 4° de sociale procedures;
- 5° het individuele begeleidingsproject;
- 6° de huisvestingsovereenkomst;
- 7° het sociaal verslag;
- 8° de instemming van de ondergebrachte persoon met betrekking tot de opvolging na de huisvesting. ”;

b) een vierde en een vijfde lid worden ingevoegd, luidend als volgt:

”De verantwoordelijke voor de verwerking van de persoonsgegevens uit het in tweede lid bedoeld bestand is het in het kader van deze Titel erkend opvangtehuis of gemeenschapshuis. Ze neemt alle nuttige maatregelen om de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens na te leven.

De gegevens die door de verantwoordelijke voor de verwerking zijn verkregen, worden ten minste tien jaar na het vertrek van de ondergebrachte persoon bewaard. ”.

Art. 30. In artikel 98 van de Franse versie van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het eerste lid wordt het woord ”uiterlijk” ingevoegd tussen de woorden ”en sociaal verslag op” en de woorden ”na zes maanden verblijf”;

2° in het tweede lid, worden de woorden ”naar een gemeenschapshuis en/” opgeheven;

3° het derde lid wordt vervangen door wat volgt:

”De opvolging na de huisvesting moet besproken worden met de ondergebrachte persoon indien hij of zij dit wenst, en moet opgenomen worden in het dossier zoals bepaald in artikel 93, op dezelfde wijze als het sociaal verslag.”.

Art. 31. In artikel 99, § 1, inleidende zin, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden ”in sociale moeilijkheden” ingevoegd tussen de woorden ”elke persoon” en de woorden ”die daarom verzoekt”.

Art. 32. In artikel 101 van hetzelfde Wetboek, wordt het eerste lid aangevuld met de woorden ”en met het oog op vooruitgang bij het verwerven van autonomie, om een vertrek uit de instelling te ondersteunen.”.

Art. 33. In Deel 2, Boek I, Titel II, hoofdstuk III, van hetzelfde Wetboek, wordt afdeling 6 ”Bepalingen eigen aan de opvangtehuizen van het gezinstype”, die artikel 103 omvat, opgeheven.

Art. 34. In artikel 104, § 1, van hetzelfde Wetboek, worden de woorden ”in sociale moeilijkheden” ingevoegd tussen de woorden ”elke persoon” en de woorden ”die daarom verzoekt”.

Art. 35. In artikel 105 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid, 2°, worden de woorden ”proces-verbaal opstellen ter vaststelling van overtredingen die bewijskracht hebben tot bewijs van het tegendeel” vervangen door de woorden ”verslagen opstellen”;

2° in het derde lid van de Franse versie, wordt het woord ”visés” vervangen door het woord ”visés”.

Art. 36. In artikel 107 van het Wetboek worden de woorden ”een gemeenschapshuis, een nachtsiel of een opvangtehuis van het gezinstype beheren die een onderkomencapaciteit aanbieden van meer dan drie bedden” vervangen door de woorden ”een gemeenschapshuis of een nachtsiel”.

Art. 37. In artikel 108 van de Franse versie van hetzelfde Wetboek worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, worden de woorden ”een gemeenschapshuis, een nachtsiel of een opvangtehuis van het gezinstype waarvan de onderkomencapaciteit meer bedraagt dan drie bedden” vervangen door de woorden ”een gemeenschapshuis of een nachtsiel”;

2° in paragraaf 2, worden de woorden ”de gemeenschapshuizen, de nachtsielen of de opvangtehuizen van het gezinstype waarvan de onderkomencapaciteit hoger is dan drie bedden” vervangen door de woorden ”gemeenschapshuizen of nachtsielen”.

Art. 38. In artikel 109, derde lid, van de Franse versie van hetzelfde Wetboek, worden de woorden ”personnes en difficultés sociales” vervangen door de woorden ”personnes en difficulté sociale”.

Art. 39. In Deel 2, Boek I, Titel II, hoofdstuk IV, afdeling 2, van hetzelfde Wetboek, wordt het opschrift van onderafdeling 1 vervangen door wat volgt: ”Opvangtehuizen en gemeenschapshuizen”.

Art. 40. In artikel 112 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, worden de woorden ”een opvangtehuis, een gemeenschapshuis of een opvangtehuis van het gezinstype die een onderkomencapaciteit van meer dan drie bedden” vervangen door de woorden ”een opvangtehuis of een gemeenschapshuis”.

Art. 41. In artikel 114 van de Franse versie van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, worden de woorden ”personnes en difficultés sociales” telkens vervangen door de woorden ”personnes en difficulté sociale”.

Art. 42. In artikel 115 van hetzelfde Wetboek, laatst gewijzigd bij het decreet van 28 april 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidend als volgt:

”De Regering verdeelt de in het eerste lid bedoelde subsidies evenredig volgens de door haar vastgestelde procedures, indien de beschikbare begrotingskredieten onvoldoende zijn om alle personeelskosten te dekken.”;

2° paragraaf 2, tweede lid, 1°, wordt aangevuld met een punt c), luidend als volgt:

”c) de opvang van vrouwen die het slachtoffer van partnergeweld zijn;”.

Art. 43. In artikel 117 van hetzelfde Wetboek, gewijzigd bij het decreet van 20 februari 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, 1°, worden de woorden “de personen ouder dan zestig jaar” vervangen door de woorden “personen die de wettelijke pensioenleeftijd hebben bereikt”;

2° in paragraaf 1, 2°, tweede zin, wordt het woord “tweehondervijfenzeventig” vervangen door het woord “driehonderdzestig”;

3° in paragraaf 2, eerste zin, wordt het woord “tweehondervijfenzeventig” vervangen door het woord “driehonderdzestig”;

4° in paragraaf 2, derde zin, wordt het woord “tweehondervijfenzeventig” vervangen door het woord “driehonderdzestig”.

Art. 44. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2025. De Regering kan een vroegere datum van inwerkingtreding dan die vermeld in lid 1 vaststellen.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 25 april 2024.

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Vice-Minister-President en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het “IFAPME”, en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

De Vice-Minister-President en Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuur,
Ph. HENRY

De Vice-Minister-President en Minister van Werk, Vorming, Gezondheid, Sociale Actie en Sociale Economie, Gelijke Kansen en Vrouwenrechten,
Ch. MORREALE

De Minister van Ambtenarenzaken, Informatica, Administratieve Vereenvoudiging, belast met Kinderbijslag, Toerisme, Erfgoed en Verkeersveiligheid,
V. DE BUE

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

De Minister van Begroting en Financiën, Luchthavens en Sportinfrastructuur,
A. DOLIMONT

De Minister van Leefmilieu, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden en Dierenwelzijn,
C. TELLIER

Nota

(1) Zitting 2023-2024.

Stukken van het Waalse Parlement 1695 (2023-2024) Nrs. 1 tot 3.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 24 april 2024.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2024/006785]

14 MARS 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon adoptant la carte archéologique pour la Province de Namur en exécution de l'article D.60 du Code wallon du Patrimoine. — Addendum

L'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 15 mai 2024, à la page 62183, est complété par l'annexe suivante :

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2024/006785]

14 MAART 2024. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van de archeologische kaart van de Provincie Namen in uitvoering van artikel D.60 van het Waalse Erfgoedwetboek. — Addendum

Bovengenoemd besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 15 mei 2024, bladzijde 62183, wordt aangevuld met de volgende bijlage: